

Franck RIESTER

*Seine-et-Marne (5^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Secrétaire du bureau d'âge de l'Assemblée nationale
[J.O. du 27 juin 2007]

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement
Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de
l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission nationale pour
l'autonomie des jeunes [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi portant diverses
dispositions d'adaptation au droit communautaire dans
les domaines économique et financier (n° 285)
[30 octobre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi relative à
l'organisation des transports scolaires en Île-de-France
(n° 959) [11 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires
économiques, de l'environnement et du territoire sur
le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration
d'urgence, portant diverses dispositions d'adaptation
au droit communautaire dans les domaines
économique et financier (n° 285) [13 novembre 2007]
(n° 406)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires
économiques, de l'environnement et du territoire sur
la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à
l'organisation des transports scolaires en
Île-de-France (n° 959) [19 juin 2008] (n° 972)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Emploi, Chômeurs. Prise en charge [14 mai 2008]
(p. 2052)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 343, posée le 10 juin 2008. Audiovisuel et
communication. Télévision numérique terrestre (J.O.
Questions p. 4775). Appelée le 10 juin 2008. Accès
(p. 3155)

DÉBATS

**Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions
d'adaptation au droit communautaire dans les
domaines économique et financier**

Rapporteur de la commission des affaires économiques,
de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 novembre 2007]
(p. 4389)**

Sa présentation du rapport de la commission des
affaires économiques (p. 4391)

Discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4402)

*Article 1er (transposition de la directive
communautaire du 11 mai 2005 sur l'assurance de
responsabilité civile des véhicules)*

Son intervention (p. 4402)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 4 de la commission (mise en
cohérence d'une référence au sein du code des
assurances) (p. 4402)

*Article 3 (extension des plafonds européens des tarifs
d'itinérance de la téléphonie mobile aux appels passés
entre le territoire métropolitain et les départements et
collectivités d'outre-mer)*

Son intervention (p. 4403)

*Article 5 (habilitation du Gouvernement à transposer
par ordonnance la directive 2005/36/CE relative à la
reconnaissance des qualifications professionnelles)*

Son intervention (p. 4403)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 7 rectifié de la commission
(p. 4403)

*Article 10 (renforcement des pouvoirs de la direction
générale de la concurrence, de la consommation et de
la répression des fraudes dans le domaine de la
consommation)*

Son intervention (p. 4404)

*Article 11 (application des dispositions de la loi aux
collectivités d'outre-mer par voie d'ordonnance)*

Son intervention (p. 4404)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)

Son intervention (p. 2323)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2323)

Audiovisuel et communication : télévision numérique : La Chaîne parlementaire (p. 2324)

Audiovisuel et communication : temps de parole : partis et mouvements politiques (p. 2324)

Constitution : révision : institutions (p. 2323)

Parlement : prérogatives (p. 2324)

Président de la République : temps de parole (p. 2324)

Président de la République : prérogatives : nomination (p. 2323)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)*Après l'article 30*

Son amendement n° 927 (possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) : adopté (p. 3122)

Proposition de loi n° 959 relative à l'organisation des transports scolaires en Ile-de-France

Rapporteur de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 juin 2008] (p. 3654)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 3655)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : transports scolaires (p. 3655)

Etat : transferts de personnel (p. 3655)

Transports routiers : transports scolaires : tarifs (p. 3656)

Transports urbains : Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) (p. 3655)